



Dehors Chirac ! Dissolution de l'Assemblée nationale !

Chirac et la droite ont été, une nouvelle fois, rejetés par le peuple, mais ils restent sourds. Ils persistent, signent la même politique, et vont sans doute l'aggraver. Chirac reprend les mêmes ministres. Le gouvernement Villepin -Sarkosy « *se donne cent jours pour réussir contre le chômage* ». Ils vont continuer la politique Raffarin, mais la réponse à l'urgence, soudainement apparue à leurs yeux, le chômage, va se traduire par de nouvelles attaques et remises en cause des droits et acquis sociaux.

CENT JOURS, POUR DE NOUVELLES ATTAQUES ANTISOCIALES

La réponse de la droite gouvernementale aux 55 % des NON au référendum, c'est la mise en œuvre, « *sans tabous* », de nouvelles mesures, soi disant pour baisser le chômage. Alors, on entend beaucoup de discours sur la nécessité d'adapter le modèle social français en s'inspirant des modèles anglo-saxons, danois. Tout ce débat cache, en fait, un seul objectif : flexibiliser à outrance le marché du travail, baisser le coût du travail, c'est-à-dire encore les cotisations patronales, laisser les patrons embaucher et licencier comme ils l'entendent, contrôler de plus en plus les chômeurs et les obliger à prendre n'importe quel boulot. Il y a déjà dans les tuyaux une série de rapports qui préconisaient la généralisation des CDD avec les contrats de missions, les contrats de projets, de contrats visant à saper les bases du contrat de travail à durée indéterminée. Aujourd'hui, ils veulent les appliquer. Voilà les recettes ultra-libérales de ce nouveau gouvernement. Et pour atteindre ces résultats, ils vont commencer par remettre en cause le Code du travail,

par liquider toutes les lois, tous les règlements, tous les articles de ce Code, qui encadrent, encore, les relations sociales dans ce pays. Les patrons font déjà ce qu'ils veulent dans leurs entreprises, mais il leur en faut plus : ils ne veulent plus s'encombrer d'aucune législation qui protège, un minimum, les salariés.

LA POLITIQUE DE CE GOUVERNEMENT EST ILLEGITIME. QU'IL S'EN AILLE !

Le gouvernement va aussi multiplier d'autres attaques, contre les droits des chômeurs, ou aggraver la répression contre les sans-papiers, comme il le fait actuellement contre les lycéens et les postiers de Bègles. Mais toutes ces mesures sont totalement illégitimes. Ce gouvernement n'a pas d'assise sociale et politique. Rappelons que Chirac n'avait recueilli que 19 % au 1^{er} tour de l'élection présidentielle, qu'il a été massivement rejeté par des grèves populaires au printemps 2003, sanctionné aux élections régionales et européennes, et aujourd'hui bafoué par les 55 % de NON. Plus, 92 % des députés et sénateurs ont approuvé la Constitution et ... 55 % des électeurs l'ont désapprouvée ! Chirac et l'Assemblée nationale n'ont plus de légitimité. Il y a une énorme contradiction entre le vote populaire et les gouvernants. Il faut que Chirac parte et que l'Assemblée soit dissoute. Et s'ils ne tirent pas ces leçons du référendum, alors il faut les chasser par les luttes et la mobilisation sociale : il faut organiser un large mouvement d'ensemble contre la politique antisociale du gouvernement, qui nous débarrasse vraiment de Chirac et des siens.

Le 6 juin 2005

Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM PRENOM

ADRESSE

Téléphone : Email :